



Assemblée générale

Distr. limitée
16 novembre 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session

Point 14 de l'ordre du jour

Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Bulgarie, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Japon, Lituanie, Luxembourg, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie et Ukraine : projet de résolution

Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

L'Assemblée générale,

Ayant reçu le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour l'année 2000¹,

Prenant note de la déclaration par laquelle le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique² a donné des renseignements supplémentaires sur les principaux faits qui ont marqué l'activité de l'Agence en 2001,

Sachant l'importance de l'action que mène l'Agence, comme le prévoit son statut, pour encourager une exploitation plus large de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques dans le respect du droit inaliénable qu'ont les États qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires³ et aux autres accords pertinents ayant force obligatoire sur le plan international et qui ont conclu avec l'Agence les accords de garanties voulus de poursuivre la recherche, la production et l'emploi de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination et conformément aux articles I et II et aux autres articles pertinents du Traité ainsi qu'à ses buts et à son objet,

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

¹ Agence internationale de l'énergie atomique, *Rapport annuel pour 2000* (Autriche, juillet 2001) (GC(45)/4); transmis aux membres de l'Assemblée générale par une note du Secrétaire général (A/56/313).

² *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Séances plénières*, 30e séance (A/56/PV.30).

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 729, No 10485.



Consciente de l'importance des activités de l'Agence pour ce qui est d'appliquer les clauses de garanties du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et des autres traités, conventions et accords internationaux ayant des objectifs analogues et de s'assurer, dans la mesure de ses moyens, que l'aide fournie par l'Agence ou à sa demande ou sous sa direction ou son contrôle n'est pas utilisée de manière à servir à des fins militaires, ainsi qu'il est stipulé à l'article II de son statut,

Réaffirmant que l'Agence est l'autorité compétente pour vérifier et assurer, conformément à son statut et à son système de garanties, le respect des accords de garanties qu'elle a conclus avec les États parties en application des obligations que leur fait, au paragraphe 1 de l'article III, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, afin d'empêcher que l'énergie nucléaire ne soit détournée de ses utilisations pacifiques vers la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, et réaffirmant également que rien ne doit être fait qui serait de nature à saper l'autorité de l'Agence à cet égard et que les États parties qui ont des doutes sur le respect de l'accord de garanties du Traité par certains États parties doivent en informer l'Agence, pièces justificatives à l'appui, afin que celle-ci examine la question, enquête, tire des conclusions et décide des mesures à prendre conformément à son mandat,

Soulignant que la conception et l'exploitation des centrales nucléaires et les activités nucléaires pacifiques doivent être soumises aux normes de sûreté les plus rigoureuses, de façon à réduire au minimum les risques pour la vie, la santé et l'environnement, et constatant qu'un bon bilan en matière de sûreté repose sur le recours à des techniques éprouvées, à de bonnes pratiques réglementaires et aux services d'un personnel dûment qualifié et formé, ainsi que sur la coopération internationale,

Notant qu'un bon bilan mondial vérifié en matière de sûreté est un élément essentiel des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et que le déploiement d'efforts constants est indispensable pour veiller à maintenir de manière optimale les éléments humains et techniques de la sûreté et notant également que bien que la sûreté relève de la responsabilité nationale, la coopération internationale en ce qui concerne les questions ayant trait à la sûreté est indispensable,

Considérant qu'un élargissement des activités de coopération technique relatives aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire contribuera au bien-être des peuples du monde, consciente des besoins particuliers des pays en développement en ce qui concerne l'assistance technique fournie par l'Agence et de l'importance que revêt le financement si ces pays doivent tirer le meilleur parti du transfert des techniques nucléaires et de leur application à des fins pacifiques et de ce que l'énergie nucléaire peut apporter à leur développement économique, et souhaitant que les ressources dont l'Agence dispose pour ses activités de coopération technique soient assurées, prévisibles et suffisantes pour lui permettre de réaliser les objectifs énoncés à l'article II de son statut,

Sachant que les travaux que l'Agence consacre aux sciences nucléaires et à leurs applications dans un secteur autre que celui de l'énergie contribuent à assurer un développement durable, en particulier grâce aux programmes visant à renforcer la productivité agricole et la sécurité alimentaire, à améliorer la santé et à accroître l'approvisionnement en eau potable ainsi qu'à protéger l'environnement terrestre et marin,

Sachant l'importance des travaux que l'Agence consacre à l'énergie nucléaire, aux applications des méthodes et techniques faisant appel à l'énergie nucléaire, à la sûreté nucléaire, à la protection radiologique et à la gestion des déchets radioactifs, notamment lorsque ces travaux visent à aider les pays en développement dans tous ces domaines,

Se félicitant de la tenue du quatrième Forum scientifique sur le thème « Répondre aux besoins de l'humanité : la technologie nucléaire au service du développement durable » durant la quarante-cinquième session ordinaire de la Conférence générale de l'Agence,

Prenant acte du rapport que le Directeur général a présenté à la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique⁴ sur l'application des résolutions du Conseil de sécurité relatives à l'Iraq et de ses rapports au Conseil de sécurité en date des 11 octobre⁵ et du 10 décembre 2000⁶, et des 9 janvier⁷, 12 février⁸, 6 avril⁹ et 5 octobre 2001¹⁰, ainsi que de la résolution GC(45)/RES/17 de la Conférence générale, en date du 21 septembre 2001¹¹,

Prenant note de la résolution GC(45)/RES/16 concernant la mise en oeuvre de l'Accord entre le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application des garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires¹², des déclarations du Président du Conseil de sécurité en date des 31 mars¹³, 30 mai¹⁴ et 4 novembre 1994¹⁵, et du fait que le Conseil des gouverneurs a donné au Directeur général, le 11 novembre 1994, l'autorisation d'exécuter toutes les tâches que, dans sa déclaration du 4 novembre 1994, le Président du Conseil de sécurité demandait à l'Agence d'accomplir, et notant les événements politiques survenus récemment dans la région de l'Asie du Nord-Est et exprimant l'espoir qu'ils permettront de progresser vers l'application intégrale des accords pertinents,

Prenant note également des résolutions GC(45)/RES/10A relative aux mesures visant à renforcer la coopération internationale en matière de sûreté des sources de rayonnement et à la sécurité des matières radioactives et des déchets radioactifs, GC(45)/RES/10B relative à la sûreté du transport, GC(45)/RES/10C relative à l'éducation et à la formation, GC(45)/RES/11 relative au renforcement des activités de coopération technique de l'Agence, GC(45)/RES/12A relative au plan visant à produire de l'eau potable économiquement en utilisant des réacteurs nucléaires de petite et moyenne taille, GC(45)/RES/12B relative au recours à l'hydrologie isotopique pour la gestion des ressources en eau, GC(45)/RES/12C relative à la

⁴ CG(45)/18.

⁵ Voir S/2000/983.

⁶ Voir S/2000/120.

⁷ Voir S/2001/26.

⁸ Voir S/2001/129.

⁹ Voir S/2001/337.

¹⁰ Voir S/2001/945.

¹¹ Voir Agence internationale de l'énergie atomique, *Résolutions et autres décisions de la Conférence générale, quarante-cinquième session ordinaire, 17-21 septembre 2001* [GC(45)/RES/DEC/(2001)].

¹² Voir Agence internationale de l'énergie atomique, INFCIRC/403.

¹³ Voir *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1994*, S/PRST/1994/13.

¹⁴ Ibid., S/PRST/1994/28.

¹⁵ Ibid., S/PRST/1994/64.

satisfaction des besoins humains immédiats, GC(45)/RES/12D relative à la fourniture d'un appui à la campagne d'éradication de la mouche tsé tsé et de la tripanosomiasis panafricaine lancée par l'Organisation de l'unité africaine, GC(45)/RES/12E relative à la sécheresse en Amérique centrale, GC(45)/RES/12F relative aux activités de l'Agence concernant la mise au point d'une technologie nucléaire novatrice, GC(45)/RES/13 relative au renforcement de l'efficacité et de la rationalité du système des garanties et à l'application du modèle de protocole additionnel, GC(45)/RES/14A relative aux mesures contre le trafic de matières nucléaires et d'autres sources radioactives, GC(45)/RES/14B relative à la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires et GC(45)/RES/18 relative à l'application des garanties de l'Agence au Moyen-Orient que la Conférence générale de l'Agence a adoptée le 21 septembre 2001 à sa quarante-cinquième session ordinaire,

Prenant note en outre de la résolution GC(45)/RES/15A relative à la composition de l'effectif du secrétariat de l'Agence, dans laquelle la Conférence générale a invité les États membres en développement ou sous-représentés à encourager des candidats possédant les compétences requises à postuler pour les postes vacants à l'Agence, et considérant la résolution connexe GC(45)/RES/15B relative à l'emploi des femmes au secrétariat, dans laquelle la Conférence générale a prié le Directeur général de n'épargner aucun effort pour remédier au déséquilibre existant entre les sexes,

Rappelant la résolution GC(43)/RES/19 relative à la modification de l'article VI du statut et la déclaration du Président de la quarante-troisième session ordinaire de la Conférence générale de l'Agence relative à l'article VI, que la Conférence générale a adoptées le 1er octobre 1999,

Prenant note de la déclaration du Président de la quarante-cinquième session ordinaire de la Conférence générale de l'Agence selon laquelle :

« Lors de la Conférence, les participants ont exprimé leurs condoléances aux victimes et à leur famille ainsi qu'au Gouvernement des États-Unis d'Amérique à la suite des actes de terrorisme commis le 11 septembre 2001 à New York, à Washington et en Pennsylvanie. Les délégations ont catégoriquement condamné ces actes de terrorisme. Conformément aux dispositions de la résolution 56/1 de l'Assemblée générale et de la résolution 1368 (2001) du Conseil de sécurité, les délégations ont souscrit à l'appel lancé instamment à une coopération internationale visant à traduire en justice les auteurs, les organisateurs et les commanditaires de ces actes de terrorisme et à ce que ceux qui prennent sur eux d'aider, de soutenir ou d'abriter les auteurs, les organisateurs et les commanditaires de telles menées devront répondre de leurs actes. En ce qui concerne en particulier le mandat de l'Agence, la Conférence s'est inquiétée de l'impact potentiel du terrorisme sur la sécurité des matières nucléaires et d'autres matières radioactives. À cet égard, la Conférence a prié le Directeur général de revoir minutieusement les activités et programmes de l'Agence afin de renforcer les activités de l'Agence susceptibles d'empêcher la perpétration d'actes terroristes impliquant l'emploi de matières nucléaires et d'autres matières radioactives. La Conférence a instamment invité les États Membres à coopérer pleinement avec le Directeur général et à appuyer les efforts de l'Agence à cet égard »,

Prenant note également de la déclaration du Président de la quarante-cinquième session ordinaire de la Conférence générale de l'Agence, que la Conférence générale a approuvée lorsqu'elle a examiné la question des capacités nucléaires d'Israël et de la menace qu'elles représentent :

« La Conférence générale rappelle la déclaration faite par le Président de la trente-sixième session, en 1992, à propos de la question inscrite à l'ordre du jour des capacités nucléaires d'Israël et de la menace qu'elles représentent. Dans cette déclaration, il était jugé souhaitable de ne pas examiner cette question à la trente-septième session. La Conférence générale rappelle aussi les déclarations faites par le Président à sa quarante-troisième session, en 1999, à propos de la même question. À la quarante-quatrième et à la quarante-cinquième session, la question a été de nouveau inscrite à l'ordre du jour, à la demande de certains États Membres. Elle a été examinée. Le Président note que certains États Membres ont l'intention d'inscrire cette question à l'ordre du jour provisoire de la quarante-sixième session ordinaire de la Conférence générale. »

Se félicitant que la Conférence générale ait approuvé, dans la résolution GC(45)/RES/3, la nomination de M. Mohammed el Baradei au poste de directeur général pour un mandat prenant fin le 30 novembre 2005,

1. *Prend acte* du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique¹;
2. *Proclame* sa confiance dans l'action que mène l'Agence pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques;
3. *Encourage* tous les États membres de l'Agence qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la modification de l'article VI de son statut, rappelant la résolution GC(43)/RES/19 relative à la modification de cet article et la déclaration du Président de la quarante-troisième session ordinaire de la Conférence générale à ce sujet, adoptées par cette dernière;
4. *Encourage* également tous les États membres de l'Agence qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la modification de l'article XIV.A du statut de l'Agence, rappelant la résolution GC(43)/RES/8 relative à la modification de cet article prévoyant la présentation biennale du budget de l'Agence, adoptée par la Conférence générale de l'Agence;
5. Conformément aux mesures prises par les États membres en matière de garanties et compte tenu du fait qu'il est essentiel de parvenir à l'application universelle du système de garanties de l'Agence, prie instamment tous les États qui ne l'ont pas encore fait de donner effet aux accords de garanties intégrales dans les meilleurs délais; affirme que des mesures visant à renforcer et à améliorer l'efficacité du système de garanties, afin de détecter les matières et activités nucléaires non déclarées, doivent être mises en oeuvre rapidement par tous les États et autres parties concernés, conformément aux engagements internationaux qu'ils ont contractés; souligne l'importance du système de garanties de l'Agence, y compris les accords de garanties intégrales et le Protocole additionnel type qui figurent parmi les principaux éléments du système; prie tous les États concernés et les autres parties aux accords de garanties qui ne l'ont pas encore fait de signer sans retard les protocoles additionnels; prie les États et autres parties aux accords de garanties qui ont signé les protocoles additionnels de prendre les mesures nécessaires pour leur donner effet dès que leur législation nationale le permettra, et

recommande au Directeur général, au Conseil des gouverneurs et aux États membres de continuer à examiner l'application des éléments du plan d'action décrit dans la résolution GC(44)/RES/19, selon qu'il conviendra et sous réserve des ressources disponibles, afin de promouvoir l'entrée en vigueur des accords de garanties et protocoles additionnels, et d'évaluer les progrès réalisés dans ce domaine et prend note du travail important qu'accomplit l'Agence, à titre prioritaire, en ce qui concerne la conceptualisation et l'élaboration de garanties intégrées et efficaces;

6. *Prie instamment* tous les États de s'efforcer de parvenir à une coopération internationale efficace et harmonieuse dans l'action menée par l'Agence, conformément à son statut, pour encourager l'utilisation de l'énergie nucléaire et l'application des mesures voulues pour améliorer encore la sûreté des installations nucléaires et réduire au minimum les risques pour la vie, la santé et l'environnement, renforcer l'assistance et la coopération techniques dont bénéficient les pays en développement et assurer l'efficacité et la rationalité du système de garanties de l'Agence;

7. Rappelant la résolution GC(45)/RES/12F sur les activités de l'Agence concernant la mise au point de technologies nucléaires novatrices, souligne le rôle spécifique que peut jouer l'Agence dans l'élaboration de prescriptions à l'intention des utilisateurs et l'examen des questions relatives aux garanties, à la sécurité et à l'environnement pour les réacteurs novateurs et leurs cycles de combustible, dans les limites des fonds extrabudgétaires disponibles, et souligne la nécessité d'une collaboration internationale dans la mise au point de technologies nucléaires novatrices;

8. *Souligne* que, conformément à son statut, l'Agence doit poursuivre ses activités dans les domaines des sciences, des technologies et des applications nucléaires pour répondre aux besoins fondamentaux des États membres en matière de développement durable, et insiste sur la nécessité de renforcer les activités de coopération technique, notamment de fournir des ressources suffisantes, et d'améliorer continuellement l'efficacité des programmes;

9. Rappelant la résolution GC(45)/RES/11 sur le renforcement des activités de coopération technique de l'Agence, se félicite des mesures et des décisions prises par l'Agence pour renforcer et financer les activités de coopération technique, qui devraient contribuer au développement durable des pays en développement, et demande aux États de coopérer à l'élaboration et à la mise en oeuvre de telles mesures et décisions;

10. *Réaffirme* l'importance de toutes les mesures énoncées dans la résolution GC(45)/RES/18 sur l'application des garanties de l'Agence au Moyen-Orient et demande à tous les États de la région d'appliquer toutes les dispositions qui y figurent, y compris l'application des garanties intégrales de l'Agence à l'ensemble de leurs activités nucléaires, l'adhésion aux régimes internationaux de non-prolifération et l'instauration d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région;

11. *Félicite* le Directeur général et le secrétariat de l'Agence de l'action qu'ils continuent de mener avec impartialité pour appliquer l'accord de garanties qui demeure en vigueur entre l'Agence et la République populaire démocratique de Corée, apprécie le rôle important joué par l'Agence pour ce qui est de surveiller le gel des installations nucléaires dans ce pays, comme l'a demandé le Conseil de sécurité, note toujours avec une profonde préoccupation que, bien que la République

populaire démocratique de Corée soit partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, l'Agence demeure incapable de vérifier l'exactitude et l'exhaustivité de sa déclaration initiale concernant les matières nucléaires, et n'est donc pas en mesure de conclure qu'il n'y a pas eu de détournement de matières nucléaires dans ce pays, note avec une vive inquiétude que la République populaire démocratique de Corée continue à ne pas respecter l'accord de garanties qu'elle a conclu avec l'Agence, la prie de nouveau instamment de se conformer pleinement aux dispositions de cet accord, et notamment de prendre toutes les mesures que l'Agence juge nécessaires pour préserver toutes les informations relatives à la vérification de l'exactitude et de l'exhaustivité de sa déclaration initiale, et encourage vivement ce pays à répondre positivement et à bref délai à la proposition détaillée de l'Agence concernant les premières mesures concrètes à prendre pour appliquer les prescriptions génériques relatives à la vérification de l'exactitude et de l'exhaustivité de la déclaration initiale de la République populaire démocratique de Corée;

12. *Félicite également* le Directeur général de l'Agence et ses collaborateurs des efforts persévérants qu'ils ont déployés pour appliquer les résolutions 687 (1991) du 3 avril 1991, 707 (1991) du 15 août 1991, 715 (1991) du 11 octobre 1991, 1051 (1996) du 22 mars 1996, 1060 (1996) du 12 juin 1996, 1115 (1997) du 21 juin 1997, 1154 (1998) du 2 mars 1998, 1194 (1998) du 9 septembre 1998, 1205 (1998) du 5 novembre 1998 et 1284 (1999) du 17 décembre 1999, et demande à l'Iraq d'appliquer dans leur intégralité toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, dont la résolution 1284 (1999), et à ce sujet, de coopérer pleinement avec l'Agence et de lui assurer l'accès nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de son mandat;

13. *Se félicite* de l'entrée en vigueur, le 24 octobre 1996, de la Convention sur la sûreté nucléaire¹⁶, engage tous les États, en particulier ceux qui exploitent, construisent ou prévoient d'installer des réacteurs nucléaires de puissance qui ne l'ont pas encore fait à prendre les dispositions requises pour devenir parties à la Convention, et attend avec intérêt la deuxième réunion d'examen prévue en avril 2002, escomptant des améliorations en matière de sûreté dans tous les domaines, en particulier ceux où la première réunion d'examen a estimé qu'il y avait des améliorations à apporter;

14. *Prend note avec satisfaction* de l'entrée en vigueur, le 18 juin 2001, de la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs¹⁷ et engage tous les États qui ne l'ont pas encore fait à prendre les mesures requises pour y devenir parties dans les délais voulus pour leur permettre d'assister à la première réunion d'examen des parties contractantes;

15. Rappelant la résolution GC(45)/RES/10B sur la sécurité du transport, prie les États de veiller à ce que leurs textes réglementaires nationaux régissant le transport des matières radioactives soient conformes à la dernière édition du Règlement de transport de l'Agence;

16. *Se félicite* des mesures prises par l'Agence pour appuyer les actions entreprises pour prévenir le trafic de matières nucléaires et d'autres sources

¹⁶ Agence internationale de l'énergie atomique, INFCIRC/449.

¹⁷ Agence internationale de l'énergie atomique, INFCIRC/546.

radioactives et, à ce sujet, décide de garder à l'esprit, lors de l'élaboration d'une convention internationale sur la répression des actes de terrorisme nucléaire, les activités menées par l'Agence dans ce domaine, et demande instamment à tous les États de coopérer pleinement avec le Directeur général et d'appuyer les efforts déployés par l'Agence pour examiner en détail ses activités et programmes, afin de renforcer ses travaux relatifs à la prévention des actes de terrorisme utilisant des matières nucléaires et d'autres sources radioactives;

17. *Demande* aux États qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, engage également les États à mettre en oeuvre les recommandations pertinentes en matière de protection physique et à adopter et appliquer des mesures et des lois appropriées pour lutter contre le trafic de matières nucléaires et d'autres sources radioactives, se félicite du fait que les objectifs et principes fondamentaux en matière de protection physique mentionnés dans le document GC(45)/INF/14 ont été approuvés par le Conseil des gouverneurs de l'Agence et encourage les États à appliquer ces principes dans la conception, l'application et la réglementation de leurs systèmes nationaux de protection physique des matières et installations nucléaires utilisées à des fins pacifiques et accueille avec satisfaction la décision prise par le Directeur général de réunir un groupe d'experts juridiques et techniques à composition non limitée, afin d'élaborer un projet d'amendement bien défini, qui sera examiné par les États parties, visant à renforcer la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, et à encourager les États à devenir parties à cet instrument;

18. *Prie* le Secrétaire général de transmettre au Directeur général de l'Agence les comptes rendus des débats de la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale qu'elle a consacrés aux activités de l'Agence.
